

Nations Unies  
**ASSEMBLEE  
GENERALE**

**DIXIEME SESSION**

*Documents officiels*



**SIXIEME COMMISSION, 456<sup>e</sup>**

**SEANCE**

**Mercredi 9 novembre 1955,  
à 15 h. 30**

**New-York**

**SOMMAIRE**

	<i>Page</i>
Point 54 de l'ordre du jour :	
Enregistrement et publication des traités et accords internationaux : rapport du Secrétaire général.....	61
Point 51 de l'ordre du jour :	
Question de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions : rapport du Secrétaire général ( <i>suite</i> ) .....	61

**Président: M. Manfred LACHS (Pologne).**

**POINT 54 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Enregistrement et publication des traités et accords internationaux : rapport du Secrétaire général (A/2971, A/3010)**

1. Le **PRESIDENT** déclare que l'Assemblée générale a renvoyé la question de l'enregistrement et de la publication des traités et accords internationaux à la Cinquième Commission en raison de ses incidences financières et budgétaires (A/2980, par. 10). Lorsque la Cinquième Commission aura examiné ces aspects du problème, la Sixième Commission en sera saisie et recherchera si les recommandations de la Cinquième Commission sont compatibles avec les dispositions de la Charte relatives à l'enregistrement des traités. Elle étudiera également les recommandations qui pourraient être faites au sujet d'un remaniement du règlement relatif à cet enregistrement.

2. Cette méthode de travail a été adoptée après consultation avec le Secrétaire général et avec le Président de la Cinquième Commission. Si aucun représentant ne formule d'observations, le Président considérera que la Sixième Commission approuve cette façon de faire.

*Il en est ainsi décidé.*

**POINT 51 DE L'ORDRE DU JOUR**

**Question de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions : rapport du Secrétaire général (A/2977, A/C.6/L.364/Rev.1, A/C.6/L.365) [*suite*]**

*DISCUSSION GENERALE (suite)*

3. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) déclare que la délégation française, qui avait pris à la neuvième session l'initiative de proposer l'inscription de cette question à l'ordre du jour (A/2700), souhaitait surtout empêcher que des rectifications de vote puissent modifier une décision prise. C'est pourquoi la délégation française avait proposé d'insérer un nouvel article dans le règlement intérieur de l'Assemblée générale.

4. Par la suite, la délégation française a remplacé cette proposition par une autre tendant à procéder à une enquête sur la pratique des divers parlements en matière de rectification de vote (A/2700/Rev.1). Après un débat à la Sixième Commission, l'Assemblée générale,

sur recommandation de cette dernière, a adopté la résolution 901 (IX), dont le rapport du Secrétaire général (A/2977) est la conséquence.

5. Le projet de résolution que présente l'Australie, sous sa forme révisée (A/C.6/L.364/Rev.1), élargit le débat en proposant d'insérer dans le règlement intérieur de l'Assemblée générale divers articles nouveaux. Cette modification du règlement ne semble pas nécessaire, car la procédure de vote à l'Assemblée générale et dans ses commissions n'a soulevé aucune difficulté grave, comme le Secrétaire général le fait observer au paragraphe 99 de son rapport (A/2977).

6. La question s'est trouvée encore compliquée du fait que l'on a parlé de la possibilité de voter au moyen d'appareils électriques, ce qui, d'ailleurs, occasionnerait des frais considérables (A/2977, par. 63 à 70, 104 et 105). En signalant cette possibilité, le Secrétaire général a lié le problème de la rectification des votes aux questions visées dans le paragraphe 6 de la résolution 362 (IV) de l'Assemblée générale.

7. De l'avis de la délégation vénézuélienne, la question de l'utilisation d'appareils électriques doit faire l'objet d'une étude distincte. C'est pourquoi son projet de résolution (A/C.6/L.365) est divisé en deux parties. Le projet de résolution A vise les rectifications de vote et tend à insérer une disposition nouvelle (art. 93 *bis* et 132 *bis*) aux termes de laquelle, pour les votes autres que ceux qui portent sur des élections, les représentants pourraient rectifier leur vote immédiatement après la proclamation des résultats par le président, aucune rectification ne pouvant cependant modifier le résultat proclamé.

8. On reviendrait en somme à la proposition française primitive, avec cette différence que la délégation vénézuélienne a jugé inutile de préciser de quelle façon le président proclamerait le résultat du vote. En adoptant le projet de résolution A du Venezuela, on éviterait la création d'un comité. Différant en cela du projet de résolution révisé de l'Australie (A/C.6/L.364/Rev.1), le projet du Venezuela ne va pas au-delà de ce qu'a voulu l'Assemblée générale. En traitant de questions telles que celle d'un deuxième appel nominal, les propositions de l'Australie paraissent inspirées davantage par le souci de donner aux délégations toute possibilité de voter que par celui de permettre la rectification des votes.

9. M. Pérez Perozo espère que la Sixième Commission n'examinera pas la question de l'utilisation d'appareils électriques. Toutefois, si l'on décidait de faire une recommandation à cet égard, il conviendrait d'adopter le projet de résolution B que propose le Venezuela. Ce texte invite le Secrétaire général à présenter un rapport sur les incidences financières de la mesure et demande aux Etats Membres de formuler leurs observations, de manière que cette question soit inscrite à l'ordre du jour provisoire de la onzième session de l'Assemblée générale. Il conviendrait alors que l'Assemblée générale

renvoie tout d'abord la question à la Cinquième Commission.

10. M. SURJOTJONDRO (Indonésie) rappelle que, à l'origine, la délégation française a proposé de modifier le règlement intérieur en vue de combler une lacune manifeste. En effet, aucune disposition ne précise de quelle façon le président proclame le résultat d'un vote et aucune possibilité n'est donnée aux délégations de rectifier leurs votes pendant ou après le scrutin. La Commission peut, soit élaborer un règlement qui envisage toutes les éventualités, soit laisser la pratique établir des règles lorsque le besoin s'en fait sentir.

11. La délégation de l'Indonésie réserve son attitude à l'égard tant du projet de résolution révisé de l'Australie (A/C.6/L.364/Rev.1) que des projets de résolution du Venezuela (A/C.6/L.365).

12. M. AMADO (Brésil) regrette l'absence de la délégation française, qui empêche d'obtenir des détails supplémentaires sur l'objet de sa proposition. Le rapport établi par le Secrétariat (A/2977) contient nombre de suggestions utiles pour prévenir les erreurs dans les opérations de vote, mais aucune proposition touchant les rectifications de vote. Les propositions de l'Australie s'inspirent des suggestions du Secrétariat.

13. Une expérience de 10 années prouve que la procédure de vote n'a jamais provoqué des contestations sérieuses. En dépit de divergences politiques et de graves conflits d'intérêts, la votation n'a jamais soulevé de véritables difficultés. Il n'y a donc pas lieu de modifier une procédure de vote qui a si bien fait ses preuves.

14. Le deuxième appel nominal proposé par l'Australie pourrait amener les délégations soucieuses de voter comme la majorité à s'abstenir délibérément de répondre lors du premier appel.

15. Les textes proposés aux paragraphes 3 et 4 du projet de résolution révisé de l'Australie (A/C.6/L.364/Rev.1), relatifs à la proclamation du résultat par le président, sont inutiles. En outre, ils sont inapplicables aux votes portant sur des élections, dans lesquels il ne saurait évidemment être question de voter pour ou contre une proposition. Cependant, en excluant expressément le cas des élections, on pourrait donner l'impression qu'il existe, pour ce cas, une procédure spéciale de vote et que le président ne doit pas proclamer le résultat.

16. On trouve dans le projet de résolution révisé de l'Australie, deux propositions séparées qui sont rendues nécessaires par la distinction faite, en anglais, entre le *President* de l'Assemblée et le *Chairman* d'une commission. Les langues espagnole et française ne connaissent pas cette distinction.

17. Enfin, la proposition australienne tendant à ce que, sauf en cas d'erreur matérielle ou de calcul, les résultats du vote tels qu'ils ont été annoncés par le président soient définitifs, est d'une précision inutile, car on ne ferait guère que confirmer une pratique en vigueur.

18. La délégation du Brésil s'opposera à toute proposition de modification du règlement intérieur actuel. La Commission devrait se borner à prendre acte du rapport du Secrétaire général (A/2977).

19. M. RODIL MACHADO (Guatemala) estime qu'il n'y a aucun rapport entre la question de l'utilisation d'appareils électriques de vote et celle de la rectification des votes. D'autre part, les frais considérables qu'entraînerait l'installation d'appareils électriques ne seraient pas justifiés. Mieux vaut décider la publication des documents de la Commission du droit international, au demeurant moins onéreuse.

20. La délégation guatémaliennne ne peut accepter la proposition australienne tendant à autoriser un second appel nominal, car on risquerait de favoriser des manœuvres fâcheuses en permettant à une délégation de ne pas voter quand vient son tour.

21. Dans certains parlements, on permet la rectification des votes. Mais il existe une différence considérable entre les membres d'un parlement national et les représentants qui participent aux travaux de l'Organisation des Nations Unies. Tous les parlementaires n'ont pas une formation comparable à celle des représentants des Etats Membres. Ceux-ci ont normalement une connaissance approfondie des questions en discussion, et sont, au surplus, fréquemment tenus de se conformer aux instructions de leurs gouvernements. Il n'est donc pas nécessaire d'insérer dans le règlement intérieur de l'Assemblée générale des dispositions autorisant la rectification des votes. Si un représentant se trompe en émettant son vote, il peut, au moment des explications de vote, le rectifier.

22. La seule addition au règlement intérieur qui semblerait justifiée serait une disposition permettant de corriger une erreur de calcul qui surviendrait au moment du comptage des voix.

23. M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) déclare que, si l'Assemblée générale a décidé à sa neuvième session d'ajourner l'examen de la question en attendant de disposer de renseignements sur les procédures de vote généralement admises, c'est surtout parce que la Commission ne pouvait parvenir à un accord. Nombre de délégations estimaient, en effet, que le problème soulevé n'exigeait pas de profondes modifications de la procédure en vigueur.

24. Les propositions des délégations de l'Australie et du Venezuela sortent du cadre de la question inscrite à l'ordre du jour. M. Morozov est de ceux qui préféreraient que la discussion se limitât à la question primitivement inscrite à l'ordre du jour, à savoir celle de la rectification des votes à l'Assemblée générale et dans ses commissions.

25. M. Morozov ne croit pas avoir grand-chose à ajouter au remarquable exposé du représentant du Brésil et aux objections formulées par la délégation de la Grèce et par d'autres délégations. Il pense, lui aussi, que le second appel nominal pour les membres qui auraient négligé de voter, et que propose la délégation de l'Australie aux paragraphes 1 et 2 du dispositif de son projet de résolution (A/C.6/L.364/Rev.1), risquerait d'enlever de son intérêt au vote par appel nominal et d'aller à l'encontre même du but que l'on s'est proposé lorsqu'on a décidé que les divers membres seraient appelés dans l'ordre alphabétique de leur nom en commençant par une délégation tirée au sort. La procédure proposée risquerait d'introduire un fâcheux élément d'agitation et d'incertitude dans ce qui doit être une procédure solennelle. Certes, les arguments invoqués à l'appui de la proposition australienne ne manquent pas d'une certaine force mais lorsqu'on met en parallèle les avantages et les inconvénients, on est incontestablement amené à préférer le maintien de la procédure actuelle.

26. La seconde proposition australienne, qui figure aux paragraphes 3 et 4 du projet de résolution, ne fait rien de plus que sanctionner formellement une procédure bien établie. Cependant, il est inutile de préciser l'évidence, et M. Morozov est convaincu que les délégations des pays dont le droit est principalement coutumier s'opposeraient à des additions aussi superflues au règlement intérieur. Au surplus, si l'on appliquait la

méthode australienne à l'ensemble du règlement, on serait étonné de constater le nombre imposant d'amendements que la logique exigerait, mais qu'on ne saurait guère qualifier de nécessaires, bien qu'incontestablement justes dans leur principe.

27. Il convient d'attacher le poids qui convient à l'opinion réfléchie du Secrétaire général, qui, après une étude objective des procédures en usage dans les assemblées nationales, a estimé que, dans l'ensemble, la procédure de l'Assemblée générale est conforme à celle des parlements sur lesquels on dispose de renseignements. Le Secrétaire général ne semble pas favorable à une révision de la procédure actuelle, et la délégation de l'Union soviétique, tout en étant reconnaissante à la délégation de l'Australie des efforts qu'elle a faits pour élaborer des propositions qui font la lumière sur les difficultés, espère qu'elle n'insistera pas pour les faire adopter.

28. La troisième proposition australienne (A/C.6/L.364/Rev.1, par. 5 et 6) concerne la possibilité pour les délégations de modifier leur vote après la proclamation des résultats par le président. M. Morozov sait très bien par expérience personnelle combien il est difficile d'éviter des hésitations et des erreurs lorsqu'il s'agit de voter sur des mots et des membres de phrases isolés extraits de plusieurs propositions différentes, mais il ne croit pas que des rectifications de vote intervenant après coup soient de nature à rehausser le prestige de l'Organisation des Nations Unies. C'est pourquoi il est de ceux qui pensent que les résultats du vote, tels qu'ils ont été proclamés par le président, doivent être définitifs. Le problème s'est rarement posé dans le passé et, chaque fois qu'il s'est posé, c'était en raison d'une erreur purement technique. Si la chose venait à se reproduire, le président pourrait régler la difficulté dans chaque cas comme il l'a fait jusqu'ici. M. Morozov ne voit pas la nécessité d'une règle détaillée qui traite les erreurs comme si elles étaient la règle, et qui pourrait se révéler, en dernière analyse, une source de confusion. En fait, dans leur rédaction actuelle, les paragraphes 5 et 6 du projet de résolution pourraient être interprétés comme contestant le caractère définitif des résultats proclamés par le président.

29. Le projet de résolution du Venezuela (A/C.6/L.365) semble n'être pas entièrement conforme à l'attitude générale de cette délégation, qui est dans l'ensemble, celle de la délégation de l'URSS. Le principe selon lequel une rectification ne doit pas modifier le résultat déjà proclamé est parfaitement fondé. Cependant, si le résultat ne peut pas être modifié, on ne voit guère l'intérêt qu'il y aurait à introduire dans le règlement une disposition permettant aux représentants de rectifier leur vote sitôt après la proclamation du résultat par le président. En tout cas, cette pratique n'a rien de nouveau. C'est un droit qu'on ne peut refuser aux représentants et dont ils ont fait un usage fréquent dans le passé.

30. M. Morozov est reconnaissant à la délégation du Venezuela d'avoir précisé la situation, mais regrette de ne pouvoir appuyer sa proposition.

31. En ce qui concerne le vote au moyen d'appareils électriques, le représentant de l'Union soviétique est certain qu'aucune délégation n'est en principe opposée aux perfectionnements techniques qui allégeraient la tâche du Secrétariat et faciliteraient les travaux de l'Assemblée générale. Toutefois, le Secrétaire général lui-même ne semble pas envisager avec beaucoup d'enthousiasme l'emploi d'appareils dont l'installation ne coûterait pas moins de 300.000 dollars. Adopter une

proposition de cette nature ne serait guère conforme au souci d'économie qui a guidé la Commission lorsqu'elle a examiné la question de la publication des documents de la Commission du droit international — et il ne s'agissait que d'un dixième de la dépense qu'entraînerait l'installation d'appareils électriques. Etant donné les sommes importantes qu'exigerait cette installation, il serait inopportun de la décider tant que les ressources budgétaires de l'Organisation des Nations Unies ne sont pas suffisantes pour enlever leur importance capitale aux considérations d'économie.

32. La Commission ne saurait mieux faire que d'adopter la proposition qu'a faite le représentant du Brésil de féliciter le Secrétaire général du rapport très complet qu'il a présenté, d'en prendre acte, et de renoncer à modifier les dispositions du règlement intérieur qui régissent actuellement la procédure de vote.

33. M. BIHIN (Belgique) déclare que la délégation française, qui a été la première à soulever la question de l'amélioration des règles applicables à la procédure de vote, n'est pas la seule à penser que le règlement intérieur de l'Assemblée générale souffre de certaines lacunes, telles que l'absence de dispositions concernant la proclamation par le président du résultat des votes et les circonstances dans lesquelles les représentants peuvent être admis à rectifier les positions annoncées par eux au cours d'un scrutin.

34. Nombre de délégations ont dit, tant à la présente session de l'Assemblée qu'à des sessions précédentes, que le nombre considérable de précédents accumulés au cours des 10 sessions de l'Assemblée générale et le fait qu'aucun problème grave n'a encore surgi à propos de votes rendaient inutile une modification du règlement intérieur. Appartenant à une école de pensée juridique pour laquelle le droit ne doit pas devancer l'évolution sociale, ni surtout prétendre la diriger, mais au contraire la consacrer dans des textes en lui donnant force obligatoire et une certaine stabilité, M. Bihin ne partage pas l'avis de ces délégations sur le premier point. Quant à la deuxième objection, il n'est pas convaincu qu'il soit vraiment exact que les opérations de vote se soient toujours déroulées sans jamais soulever la moindre difficulté. Le mémoire explicatif présenté par la délégation française à la neuvième session (A/2700/Rev.1) cite des cas où certains présidents ont admis qu'une motion dont ils venaient de proclamer le rejet était pourtant votée, et M. Bihin lui-même pourrait rappeler la confusion qui s'est produite à la Sixième Commission même, au cours de la huitième session, lorsque certains des membres ont rectifié leur vote sur la question des travaux préliminaires à une éventuelle révision de la Charte.

35. Comme le représentant du Royaume-Uni l'a fait observer à la Sixième Commission à la neuvième session (438ème séance, par. 32), il y a deux méthodes possibles pour rectifier des votes: ou bien procéder à un nouveau vote, auquel cas une ou deux délégations pourraient être fortement tentées de modifier une décision adoptée à une très faible majorité, ou bien permettre aux délégations de rectifier leur vote, étant bien entendu que le résultat du vote n'en sera pas modifié. Nombre d'orateurs ont déclaré sans intérêt une rectification qui demeurerait sans effet. On peut cependant invoquer un argument essentiel: une rectification de vote permettrait à une délégation qui s'est trompée au moment du vote de faire consigner sa position véritable.

36. On pourrait facilement remédier à la situation actuelle en apportant au règlement quelques modifica-

tions mineures. Le projet n'est pas aussi radical en réalité qu'il pourrait le paraître à première vue, car il sera très rare que les représentants ne s'aperçoivent pas de leur erreur et ne la réparent pas avant la proclamation du résultat.

37. Enfin, le Secrétaire général ayant reconnu (A/2977, par. 57) que le système de vote au moyen d'appareils électriques est rapide, précis et pleinement satisfaisant, il n'est pas très exact de dire qu'il manifeste peu d'enthousiasme pour ce système — qui fonctionne au Sénat belge, organe généralement peu enclin aux changements révolutionnaires, de façon si satisfaisante que l'on envisage de l'introduire à la Chambre des représentants. M. Bihin espère que la Commission étudiera la proposition avec toute l'attention qu'elle mérite.

38. Il se réserve le droit de présenter des observations plus détaillées sur les propositions de l'Australie et du Venezuela après la discussion générale.

39. M. CARPIO (Philippines) déclare qu'après un examen absolument objectif du rapport du Secrétaire général (A/2977) et des deux projets de résolution dont la Commission est saisie (A/C.6/L.364/Rev.1 et A/C.6/L.365), il partage l'opinion du représentant du Brésil et doute que des changements soient nécessaires. Lorsqu'elle a adopté la résolution 901 (IX), l'Assemblée générale espérait avant tout obtenir des renseignements sur les conditions dans lesquelles les rectifications de vote sont admises ainsi que sur les dispositions qui pourraient être envisagées pour prévenir et corriger les erreurs. Le rapport du Secrétaire général ne contient toutefois que peu de renseignements sur ces points, et les deux projets de résolution n'apportent aucune solution satisfaisante aux problèmes auxquels songeait l'Assemblée générale.

40. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a eu que très peu d'erreurs au cours des opérations de vote dans les organes de l'Organisation des Nations Unies; s'il y a eu quelques malentendus, c'est en général parce que le président n'avait pas posé la question en termes suffisamment clairs. Avec un président compétent, les risques d'erreur sont extrêmement minimes.

41. Les auteurs des deux projets de résolution dont la Commission est saisie ont sans aucun doute voulu se conformer à la suggestion implicitement contenue dans la résolution 901 (IX), mais la valeur pratique de leurs propositions est douteuse. Le paragraphe 1 du projet de l'Australie (A/C.6/L.364/Rev.1) semble perdre de vue qu'un représentant qui ne répond pas lors de l'appel nominal n'a généralement pas l'intention de prendre part au vote. La disposition proposée dans ce paragraphe est donc superflue. Les autres parties du projet de résolution ne font que sanctionner l'usage.

42. Le projet de résolution A que présente le Venezuela (A/C.6/L.365) donne aux représentants un droit fictif, puisqu'il est précisé que l'exercice de ce droit ne pourra modifier le résultat du vote. De plus, aux termes de ce projet, un vote ne pourrait être rectifié qu'après la proclamation du résultat. Tout ceci est illogique.

43. On ne voit donc pas très bien quelle serait l'utilité des différentes dispositions proposées. Si les projets de résolution sont mis aux voix, la délégation des Philippines ne pourra pas voter en leur faveur.

44. M. TARAZI (Syrie) indique qu'une disposition autorisant expressément les rectifications de vote n'avantagerait ni ne désavantagerait aucune délégation en particulier. La seule question à examiner est donc celle

de savoir si une disposition de ce genre servirait les intérêts de l'Organisation des Nations Unies.

45. Toute la discussion semble purement académique. Le rapport du Secrétaire général contient des renseignements fort intéressants sur les pratiques parlementaires, mais les règles en vigueur dans les assemblées nationales ne peuvent pas toujours être appliquées dans le cas de l'Assemblée générale et de ses commissions. On peut formuler la même critique à l'adresse de la proposition initiale de la délégation française (A/2700), en vertu de laquelle les rectifications seraient autorisées, mais ne pourraient jamais modifier les résultats proclamés, étant donné qu'elle se fonde sur la procédure suivie à l'Assemblée nationale française. Le député, qui est élu, est libre de voter comme il l'entend, alors qu'un représentant à l'Organisation des Nations Unies agit sur les instructions, ou même les ordres, de son gouvernement. C'est précisément pourquoi la procédure suivie à l'Organisation est infiniment plus rigoureuse que celle généralement suivie dans les assemblées législatives nationales, et les risques d'erreur réduits d'autant.

46. Dans ces conditions, la seule chose qui compte est de savoir si le règlement intérieur actuel a donné satisfaction jusqu'à présent. La délégation syrienne est convaincue qu'il a fait ses preuves. Il n'y a jamais eu d'erreurs graves au cours des opérations de vote sur des questions importantes, et les présidents ont toujours su résoudre les problèmes qui se sont posés.

47. Quant aux projets de résolution du Venezuela (A/C.6/L.365), l'adoption du projet A ne ferait que donner aux représentants un droit qu'ils possèdent déjà, celui d'expliquer une erreur. Pour ce qui est du projet de résolution B, M. Tarazi estime que les avantages d'un système de votation électrique, dans une assemblée relativement restreinte, ne suffiraient pas à justifier les frais très élevés de l'installation.

48. C'est pourquoi la délégation de la Syrie votera contre les projets de résolution présentés par le Venezuela et contre le projet de résolution de l'Australie.

49. M. ALFONSIN (Uruguay) déclare qu'à première vue le paragraphe 1 du projet australien révisé (A/C.6/L.364/Rev.1) lui paraît utile. Son objet est sans nul doute de ne rien négliger pour que chaque représentant soit à même de voter. Dans la pratique toutefois, la procédure envisagée risquerait de donner lieu à de sérieux abus. Une délégation pourrait être tentée de ne pas répondre au premier appel afin de bien peser les conséquences de son vote avant de s'engager. Des pratiques de ce genre pourraient faire perdre sa raison d'être à la procédure de vote par appel nominal prévue dans l'article 89 du règlement. Cet article est appliqué si fréquemment qu'il ne faut pas permettre d'échappatoire.

50. Les paragraphes 3 et 4 du projet de résolution de l'Australie ne feraient que sanctionner une pratique qui a toujours été considérée comme normale et nécessaire. Un article formel est superflu et pourrait en outre inciter certains représentants à contester abusivement la validité des résultats proclamés.

51. Le projet de résolution A présenté par le Venezuela (A/C.6/L.365) n'est pas d'une grande utilité, puisque les représentants sont en tout état de cause parfaitement libres d'expliquer qu'ils ont fait une erreur. On peut d'autre part douter qu'une rectification qui ne change rien au résultat ait une valeur pratique. Dans ces conditions, il n'y a pas une seule des principales modifications proposées dans les deux projets de résolution

qui soit réellement nécessaire, et leur adoption ne ferait peut-être même que compliquer les choses.

52. La délégation de l'Uruguay approuve, en principe, le projet de résolution B présenté par le Venezuela.

53. M. PEREZ PEROZO (Venezuela) déclare que les critiques formulées par le représentant de l'Union soviétique contre la proposition du Venezuela ne sont pas justifiées. L'objet de cette proposition, qui s'inspire de la suggestion faite à l'origine par la France (A/2700), n'est pas de donner aux représentants le droit de rectification, mais d'empêcher qu'une rectification puisse modifier le résultat proclamé. La délégation

vénézélienne ne tient pas particulièrement à la proposition française et n'est pas spécialement intéressée à la question; si elle a présenté son projet de résolution, c'est qu'elle y voyait une solution simple au cas où la majorité de la Commission voudrait ajouter un nouvel article au règlement intérieur.

54. La déclaration du représentant du Venezuela amène M. MOROZOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) à constater qu'il a eu raison de dire que les points de vue de l'URSS et du Venezuela sont très proches.

La séance est levée à 18 h. 10.